

## Déclaration des élus sur la liste « Pour un INRA 100% public indépendant » au Conseil Scientifique National

Mardi 6 novembre 2018.

A l'occasion du dernier conseil scientifique de cette mandature, les élus sur une plate-forme commune soutenus par la CGT-INRA, remercient les électeurs qui ont voté au conseil scientifique pour des candidats sur une profession de foi « Pour un INRA 100% public indépendant ». Des binômes ont ainsi été élus dans 3 secteurs\* sur cette profession de foi. Nous regrettons toujours que ces élections n'aient pas permis à toutes les catégories de voter, bien que tous concourent collectivement à réaliser les orientations scientifiques de l'INRA.

Dans la continuité de la présente mandature, les nouveaux élus exigeront une dotation d'état pérenne pour chaque unité (12 k€ par agent), afin de faire de la science efficacement et sereinement, et un libre accès de tous les citoyens aux résultats du service public de recherche. Ils continueront à s'opposer à toutes les menaces qui pèsent sur l'INRA.

A ce titre, nous ne pouvons que nous inquiéter de la situation actuelle de la recherche publique. En effet, les réformes récemment annoncées sur « l'extension très large de la possibilité de recourir aux contractuels » avec comme objectif assumé la suppression de 50 000 fonctionnaires, nous font craindre le pire. De plus, le budget ESR, de 2019 est largement en deçà des besoins. Sa hausse ne couvre même pas l'augmentation de la population étudiante, l'inflation et la mise en place du protocole PPCR ! Rappelons que ces questions de moyens sont essentielles pour l'existence d'un service public de qualité et surtout indépendant, capable de répondre aux enjeux écologiques et sociaux de la période.

Dans un tel cadre d'austérité, le processus de fusion INRA-IRSTEA nous apparaît lourd de menaces pour la recherche agronomique. Dans leur rapport d'étape, Messieurs Mauguin et Michel constatent que l'IRSTEA délègue un soutien de base à ses unités de recherche (7%) très inférieur à celui de l'Inra (17%). La rallonge de 4 millions d'euros annoncée par les Ministres financera seulement la convergence des systèmes informatiques et quelques animations scientifiques, mais pas du tout un rééquilibrage des dotations aux unités entre l'INRA et l'IRSTEA. La réduction des disparités entre INRA et IRSTEA ne pourra donc se faire qu'aux dépens des unités INRA ! Pire, le projet politique d'une réorientation de l'INRA vers une agence de moyens et d'appui aux politiques publiques ou pour le privé, semble se confirmer avec le remplacement de la DGD « affaires scientifiques » par « Science et Innovation », et celle de « l'appui à la recherche » par les « Ressources », et l'apparition d'une nouvelle DGD intitulée « expertise et appui aux politiques publiques »...

Si l'on ajoute l'absence de garanties, concernant le Rifseep, l'évaluation, le temps de travail, ou les modalités de travail des personnels administratifs, ce « rapport d'étape » ne fait que renforcer la demande de moratoire de la fusion. Demande que nous avons formulée lors de précédentes réunions de ce CSN, et dont nous nous félicitons qu'elle ait été depuis votée très majoritairement par les comités techniques INRA et IRSTEA en réunion conjointe. Les ministres n'ayant pas acté la fusion, **nous exigeons donc toujours un tel moratoire et la consultation de toutes les instances compétentes (CTMESR, CNESER, CCHSCT ministériel) comme préalable à toute décision.**

\* **les secteurs 1** [Environnement et Agronomie / Ecologie des Forêts, Prairies et Milieux Aquatiques], **3** [Biologie et Amélioration des Plantes / GEVES] et **4** [Caractérisation et Elaboration des Produits Issus de l'Agriculture]